

Date	Lien / Titre de l'article	Modification apportée
05/01/2021	Christian Lechevalier, conseiller régional RN, se réjouit du Brexit et de la fin pour les Britanniques des « jugements pro-racaille » de la CEDH	Mise à jour mardi 5 janvier à 17h47 : ajout d'un paragraphe faisant suite à la réponse de Christian Lechevalier.
22/04/2021	1/4 – Le lobbying : qu'est-ce que c'est ? Premier volet de notre série	Mise à jour le 22 avril à 10h15 : ajout d'une précision sur le sens du rapport du député Sylvain Waserman. Modification de la rédaction du dernier paragraphe et retrait d'un lien hypertexte renvoyant vers une source non pertinente.
13/07/2021	Enquête ouverte contre Zara et d'autres entreprises de textile pour recel de crime contre l'humanité en Chine : de quoi s'agit-il ?	Mise à jour le 13 juillet 2021 à 14h41 : modification dans la référence au Statut de Rome, qui faisait apparaître une chronologie erronée.
16/07/2021	L'impuissance de l'Union européenne face à une loi hongroise d'inspiration homophobe	Mise à jour le 16 juillet 2021 à 15h05 : ajout de la procédure en manquement lancée par la Commission européenne.
20/09/2021	Michel Barnier appelle à "retrouver notre souveraineté juridique" en matière migratoire et à s'extraire des cours européennes	Mise à jour le 20 septembre à 11h25 : À la suite d'une remarque d'une spécialiste de la CEDH, modification d'une phrase sur les effets de la signature d'un nouveau protocole de la CEDH.
16/10/2021	L'ancien porte-parole de Jean-Luc Mélenchon affirme que la France est prise dans un "carcan européen"	Mise à jour le 16 octobre 2021 à 9h42 : Retrait de la mention selon laquelle M. Kuzmanovic n'a pas répondu. Changement du tag « Problématique » en « À nuancer » à la suite d'une erreur de publication.
16/10/2021	La Pologne dénonce l'ingérence de l'Union européenne mais souhaite continuer d'en faire partie	Mise à jour le 16 octobre 2021 à 9h35 : ajout de la réaction du Comité des sciences juridiques de l'Académie polonaise des sciences.
14/02/2022	La législation du CBD en France	Mise à jour le 14 février 2022 à 17h01 : À la suite d'une remarque d'une lectrice, modification d'une phrase : « de la plante du cannabis ».
18/04/2022	Le programme de Marine Le Pen passé au crible	Mise à jour le 18 avril 2022 à 16h22 : le paragraphe sur le rétablissement de la peine de mort par référendum a été supprimé, Marine Le Pen ayant modifié sa position le 15 avril en affirmant qu'elle ne permettrait pas un référendum d'initiative citoyenne sur ce sujet, qui nécessiterait de réviser la Constitution.
29/07/2022	« Rien de nouveau » ou timide « leur d'espoir » : le rapport des États généraux de la justice ne convainc pas	Mise à jour le 29 juillet 2022 à 9h20 : correction d'erreurs dans des dénominations de fonctions et ajout d'une précision sur la collégialité.
18/10/2022	Affaire Omar Raddad : éclairage sur la procédure de révision pénale	Ajouté un élément d'explication dans la phrase "Jusqu'à aujourd'hui, aucune décision n'a été rendue par la Cour européenne dans l'affaire Omar Raddad <u>sur la procédure de révision de sa condamnation</u> ".
09/11/2022	Les enjeux de la nomination du nouveau Procureur général	Ajout d'une précision à sur l'autorité du Ministre de la Justice sur les magistrats "Rappelons que le Garde des Sceaux a une autorité sur les magistrats du parquet <u>sauf sur ceux du parquet général de la Cour de cassation.</u> "
30/11/2022	La mairie de Paris refuse de transmettre des notes de frais à un journaliste	Ajout de la réponse de la mairie et modification du tag de 'illégal' à 'sans doute illégal'.
01/12/2022	PayPal : Vers une privatisation de la lutte contre les fausses informations ?	Suppression d'un paragraphe doublon.
08/12/2022	Jean-Jacques Urvoas défend la possibilité pour Macron de briguer un troisième mandat	Ce dernier paragraphe contenait un contresens lié à une inadvertance qu'un de nos lecteurs nous a fait remarquer. Il fallait bien lire que seuls plus de deux mandats successifs sont interdits. "Quoi qu'il en soit, rien n'empêche Emmanuel Macron, en l'état actuel du droit, de passer le flambeau à un membre de son parti pour 2027, puis de se représenter en 2032, puisque l'interdiction de plus de deux mandats ne porte que sur des mandats consécutifs."

19/01/2023	Régularisation des étrangers par les "métiers en tension" : ce que dit la loi	<p>- Ajoute de : " RÉGULARISER LES SANS-PAPIERS PAR LE TRAVAIL : UNE MESURE EXISTANTE MAIS IMPARFAITE "</p> <p>- Suppression de : "Ce statut permet aujourd'hui au travailleur étranger de bénéficier d'une "carte salarié" assez protectrice. Si cette nouvelle loi venait à passer, rien ne pourrait garantir les mêmes droits aux étrangers que pouvait donner cette carte, comme la possibilité de changer d'employeur dans le même secteur, de changer de secteur professionnel ou de toucher ses droits au chômage. Ce titre permet notamment d'accéder à terme à la carte de résident ou de changer de statut. "</p> <p>- Ajout de " Un étranger peut donc aujourd'hui bénéficier d'une "carte salarié", à condition de justifier d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI), et d'avoir obtenu au préalable une autorisation de travail, sollicitée par son employeur en France. Celle-ci est délivrée pour l'exercice de l'activité salariée figurant sur le contrat de travail, pour un employeur déterminé ainsi que pour une zone géographique qui peut être restreinte, comme l'explique Maître Grégoire Hervet, Avocat en droit des étrangers. S'il est aujourd'hui possible d'obtenir une régularisation en décrochant un emploi, mieux vaut cependant ne pas avoir besoin d'en changer, surtout la première année. Une nouvelle autorisation préalable de travail devrait alors être obtenue auprès de la Préfecture, dont les délais sont souvent longs. Un fonctionnement qui lie les mains des salariés étrangers, peu incités à quitter un emploi qui ne leur conviendrait pas, même en ayant une autre opportunité. "</p> <p>- Ajout de : "La mesure pourrait également pallier la situation de dépendance du salarié étranger vis-à-vis de son employeur la première année. Elle prévoit une possibilité de mobilité au sein des métiers en tension, sans l'obtention d'une nouvelle autorisation de travail préalable."</p>
13/07/2023	Gilet jaune devant la justice pour le message 'Macron ordure'	Modification : "parquet" a été remplacé par "tribunal" dans la phrase suivante : "c' est néanmoins logiquement que le tribunal correctionnel a rendu un jugement en faveur de l'annulation de la procédure
13/10/2023	Manuel Bompard (LFI) parle "de crimes de guerre" mais refuse de qualifier le Hamas d'organisation terroriste	Mise à jour vendredi 13 octobre 2023 à 00h23 : correction de la date des conventions de Genève.
29/12/2023	Selon Laurent Nuñez : sur le suivi d'un traitement psychiatrique	Ajout de la position de la Préfecture de Police.
24/01/2024	La Commission européenne lance une procédure formelle d'infraction contre le réseau social X	Mise à jour le 24 janvier 2024 à 8h25 : une coquille relevée par un lecteur nous a permis de corriger des références erronées au DSA.
23/02/2024	Député Louis Boyard et l'article 11 de la Constitution	La phrase "à l'origine, la Constitution de 1958 prévoyait une élection indirecte par le Parlement" a été remplacée par le paragraphe suivant : "Lorsque ce dernier était président de la République en 1962, il est parvenu à faire modifier la Constitution pour faire en sorte que le président de la République soit élu au suffrage universel direct (à l'origine, la Constitution de 1958 prévoyait une élection indirecte par un collège de parlementaires et d'élus locaux). Cette modification de l'article 6 de la Constitution s'est faite par le référendum prévu à l'article 11."

04/03/2024	Florian Philippot sur l'affaire des assistants parlementaires	Modification des deux derniers paragraphes pour tenir compte d'une contestation d'une lectrice sur le fond : méprise sur la nature de l'avis du CSM (simple et non conforme) et formulation trop ambiguë sur le pouvoir disciplinaire. Par une décision du 8 décembre 2017 (Cons. const., décision n° 2017-680 QPC), le Conseil constitutionnel a jugé que cette loi de 2013 était conforme dans son principe à la Constitution. Le pouvoir disciplinaire comme mode de rétorsion ? Un des liens de dépendance des magistrats du parquet envers le pouvoir exécutif résulte du pouvoir de nomination détenu par le président de la République, sur proposition du Garde des Sceaux. Ce choix reste toutefois soumis à l'avis du Conseil supérieur de la magistrature (qui est indépendant), même si cet avis ne lie pas l'exécutif.
13/03/2024	Olga Givernet sur Les Français et le chômage	Ajout du mot en gras concernant la suppression de l'ASS.
15/07/2024	Selon Mathilde Panot, le Gouvernement démissionnaire de Gabriel Attal ne doit gérer que les affaires courantes	Ajout de la mention "Mise à jour le 15 juillet : suite à la remarque d'une lectrice, le titre a été modifié."
17/07/2024	Grand oral du bac : les lycéens de Yabné n'ont pas été sous-notés pour antisémitisme d'après l'enquête de l'Éducation nationale	[Mise à jour le 18 juillet 2024 après la parution de l'article de la revue Regards. Ajout du paragraphe : « Ce sont également les conclusions de la revue Regard qui a analysé les notes des élèves : « En résumé, la sévérité des notes ne dépend ni du jury, ni du lycée d'origine, le lycée Yabné obtenant des notes similaires aux autres lycées, et ceci quel que soit le jury : rien n'indique dans les notes obtenues que les candidats venant du lycée Yabné ont été désavantagés », écrivent nos confrères ».]
02/08/2024	Paris 2024 : Le triathlète a-t-il vomé parce que la Seine était polluée ?	Mise à jour : le 2 août avec la déclaration du Cojo et la déclaration d'Anna Godoy.
28/08/2024	Le rapport de l'Agence anticorruption qui accable la Fédération française d'équitation	[Mise à jour: ajout de la mention et du lien « disponible en intégralité ici » le 28/08/2024]
02/10/2024	Non, les nouveaux vitraux de Notre-Dame ne représenteront pas deux hommes qui s'embrassent	Mise à jour le 2 octobre 2024 : passage sur l'origine de l'idée, précision sur la pétition et la décision du CNPA.
26/12/2024	Non, le bilan du président de l'Argentine n'est pas aussi brillant que certains le laissent penser	[Mise à jour le 26 décembre 2024. Ajout de la mention « même si les prix ont continué à augmenter, certes de plus en plus lentement ». Ajout de la mention : « Un produit qui coûtait 1 peso en début d'année coûtait 3,11 pesos fin 2023"]
04/02/2025	Attention, les 100 millions d'euros d'aide accordés au Liban par la France ne servent pas à financer le Hezbollah	Mise à jour le 04/02/2025 : ajout de la réponse du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.
20/02/2025	Le « made in France » est-il surtaxé par la loi de finances pour 2025 ?	[Mise à jour de l'article le 20/02/25 : remplacement du terme « bénéfice » par « chiffre d'affaires »]
21/02/2025	Non, Vladimir Poutine n'a pas interprété le tube « Sigma Boy » au piano	Mise à jour le 21/02/2025 : Ajout de la précision de l'attaché presse de la délégation Volt sur l'absence de demande d'interdiction de la chanson « Sigma Boy » par Nela Riehl.
13/03/2025	L'Union européenne dispose-t-elle de compétences en matière de sécurité et de défense ?	[Mise à jour le 13/03/2025 de la phrase : « Ainsi, lorsque la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, annonce un plan de 800 milliards d'euros destiné à renforcer la défense européenne, elle agit dans le cadre de ses compétences, contrairement à ce qu'affirme Florian Philippot. »]

28/03/2025	Attention à cette vidéo d'un paquebot qui déverse des litres de liquide brunâtre dans l'océan	Mise à jour le 28/03/2025 à 18h43 : suppression d'une citation incorrectement attribuée à un influenceur voyage.
02/04/2025	L'épargne des français risque-t-elle d'être "volée" pour financer l'aide à l'Ukraine, comme l'affirme Florian Philippot ?	[Mise à jour, le 2 avril 2025 : ajout des deux derniers paragraphes concernant la publication d'un article au titre trompeur]
07/04/2025	Non, il n'y a pas eu « 100 000 personnes » pour soutenir Marine Le Pen après sa condamnation	Mise à jour le 7 avril 2025 à 15h55 : ajout de la réponse de la préfecture de police de Paris.
05/05/2025	Non, une croix n'a pas été détruite au Portugal par des « immigrants pakistanais »	Mise à jour le 5 mai 2025 : ajout de la réponse de la police portugaise.
10/06/2025	Droit à l'aide à mourir : attention à cette liste de mesures qui ne figurent pas dans la proposition de loi votée	Mise à jour le 10 juin 2025 : précision sur la présence obligatoire physique de deux médecins dans le collège pluridisciplinaire.
17/06/2025	Non, le vaccin rougeole-oreillons-rubéole n'est pas fabriqué avec des « débris de fœtus avortés »	Mise à jour le 17 juin 2025 : retrait de la mention « think tank catholique » pour l'Institut européen de bioéthique qui se définit comme un centre d'études en matière d'éthique biomédicale « indépendant de toute structure institutionnelle, parti ou groupement idéologique ».
26/06/2025	Drapeaux palestiniens et israéliens sur les mairies : une justice à deux vitesses ?	[Mise à jour] Dans deux ordonnances rendues ce mercredi 25 juin 2025, le Tribunal administratif de Nice, saisi en référé-suspension par des particuliers, enjoint le maire de Nice, Christian Estrosi, à retirer les drapeaux israéliens du fronton de l'hôtel de ville. Justifiant du « contexte international et de l'intensification du conflit au Moyen-Orient », il considère le critère d'urgence comme étant rempli. Le juge poursuit en déclarant que le pavoisement de la mairie doit être vu « comme un soutien à l'État israélien, les drapeaux étant au demeurant les symboles politiques d'une autorité étrangère », et que cela constitue « la revendication d'une opinion politique ». Les drapeaux doivent donc être retirés jusqu'à la décision sur le fond.
30/06/2025	La haute mer a-t-elle vraiment été une « zone de non-droit », comme l'affirme Emmanuel Macron ?	Article mis à jour le 26 juin 2025 suite aux deux décisions du Tribunal administratif de Nice. [Mise à jour : une mauvaise version de l'article a été publiée par erreur le 27 juin 2025 avant d'être retiré du site quelques heures plus tard.]
22/07/2025	L'ananas a-t-il une influence sur la fertilité des femmes ?	Mise à jour le 22/07/2025 : rectification du champ d'une étude sur les effets de l'ananas pour traiter différentes pathologies.
05/08/2025	La Mongolie aurait-elle dû arrêter Vladimir Poutine ?	Mise à jour le 5 août 2025 : retrait de la mention d'immunité « diplomatique » réservée aux diplomates et non aux chefs d'État.
08/08/2025	Une plainte contre le Louvre pour absence de toilettes non-binaires ? Une blague !	[Mise à jour du titre, du chapô et d'un passage dans l'article, le 8 août 2025, après le second message envoyé par l'auteurice de la vidéo qui confirme l'origine humoristique de sa vidéo.]
08/08/2025	Affaire Macron vs Owens : non, la plainte du couple présidentiel n'a pas été rejetée par la justice américaine	Mise à jour le 8 août 2025 : ajout de l'origine de la fausse information depuis un compte Youtube dont le contenu est généré par IA.
18/08/2025	Un zoo danois nourrit-il ses prédateurs avec des animaux domestiques ?	Mise à jour le 18 août : ajout de la précision de l'EAZA sur la façon dont sont euthanasiées les bêtes destinées à servir de nourriture à d'autres.
19/08/2025	Aucune dresseuse d'orque nommée Jessica n'a été dévorée par son animal	Mise à jour le 19/08/2025 : précisions apportées sur l'origine de la vidéo

26/08/2025	Vote de confiance du 8 septembre : François Bayrou joue sa survie sur une ligne de crête constitutionnelle	[Mise à jour le 26 août 2025] : Ajout de la mention : « Selon les forces en présences, l'abstention d'un camp ou d'un autre pourrait faire pencher la balance en faveur du Premier ministre... ou mettre un terme à ses fonctions. »
27/08/2025	Destitution d'Emmanuel Macron : la proposition de LFI a-t-elle une chance d'aboutir ?	[Mise à jour : publié le 19 août 2024, cet article a été revu afin de refléter l'évolution de l'actualité le 27 août 2025.]
12/09/2025	Les journalistes seront-ils interdits en manifestation ?	Mise à jour le 12 septembre 2025 Le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'un nouveau document, un « guide opérationnel des violences urbaines », serait publié sans la référence faite aux journalistes, et remplacerait le SNVU.
18/09/2025	Volodymyr Zelensky est-il le « président de rien » comme l'affirme Jean-Luc Mélenchon ?	Mise à jour du 18/09/2025 : ajout de précisions concernant les experts mentionnés : [notamment Felix Aronovich pour le média indépendant ukrainien Ukrainska Pravda] et [comme le journal indépendant The Moscow times ou le journal suisse Le Temps]

A JOUR 20/09/2025